



Les dockers arrêtent le travail dans le port d'Anvers en 1936, grève qui s'étendra quelques jours plus tard à tout le pays.

## La guerre 14-18: l'ouverture du 20<sup>ème</sup> siècle social

**2014 - 2018. La commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale est l'occasion de s'arrêter sur ce passé si proche, à l'échelle de l'humanité, et qui semble déjà si loin, à nos contemporains. Quel est l'intérêt de s'attarder sur cette histoire? Faut-il mobiliser ce passé, autrement que pour rappeler quelques souvenirs-événements ou fêter quelques héros disparus? Il se fait que la guerre de 1914-1918, dite la «Grande Guerre», marque le point de rupture entre le long dix-neuvième siècle et le vingtième siècle. Entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, nous ne sommes plus dans le même monde. Quelles ont été les lignes de faite de ce «court vingtième siècle» selon le mot d'Éric Hobsbawm (1)? Et pour le mouvement ouvrier en particulier? Quelles ont été les priorités et les balises qu'il s'est donné pour grandir et occuper la place qu'il a aujourd'hui dans notre société du vingtième siècle? Où sont les continuités et les ruptures? Quel a été son rôle dans l'évolution de notre société?**

Le dix-neuvième siècle connaît des révolutions politiques et industrielles. La mise en place d'un État libéral, «démocratique», bourgeois, permet le développement du capitalisme industriel et l'hégémonie du libéralisme économique. L'émergence de la question ouvrière comme question politique à la fin du dix-neuvième siècle et le développement des organisations ouvrières ouvrent le champ à une nouvelle dynamique pour revendiquer la démocratie politique: un homme, une voix. Le suffrage universel pour les hommes de plus de 21 ans est acquis au lendemain du conflit mondial, quasi sans discussion. C'est une étape majeure dans le lent processus de la démocratie politique.

Les organisations ouvrière s'imposent comme «acteur» social et plaident pour la mise en place d'assurances qui

prennent en compte les besoins du monde du travail et réduisent l'incertitude de l'existence. La bataille pour un salaire décent, qui tient compte des coûts de la vie, la lutte pour la réduction du temps de travail, la lutte contre le chômage... Pas à pas, les organisations sociales construisent les principes qui sont coulés dans la sécurité sociale, arrêtée dans ses principes dans le Pacte social (projet d'accord de solidarité mondiale) de septembre 1944 et publié dans les arrêtés-lois de Noël 1945. Les fondements de la démocratie sociale étant posés, elle peut désormais se déployer dans de multiples développements.

Après 1914, la place des enfants et des jeunes jusqu'à quatorze ans est à l'école. En une génération, l'illettrisme recule de manière significative. Le peuple apprend à lire et à écrire. Le

mouvement ouvrier, pour qui la culture et la connaissance sont le fer de lance de l'émancipation culturelle, et donc sociale, de la classe ouvrière, conjugue ses efforts pour ouvrir l'accès à l'école et à la formation au-delà des quatorze ans, jusqu'à l'âge adulte et tout au long de la vie. La démocratisation de l'école et l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur deviennent une priorité. Elle va de pair avec une volonté de développer, à côté de la démocratie politique, une démocratie culturelle qui permet à chacun de s'émanciper de ses contingences matérielles et d'acquérir une autonomie de pensée. Les efforts pour «éduquer» et «former» sont multiples. Ils passent aussi par la revendication politique d'accès aux droits culturels pour tous et toutes: accès à l'enseignement gratuit et de qualité, ouverture aux filières professionnelles qualifiantes, lutte contre la dualisation de l'école, formation parallèle, formation par le travail, congés éducation... Les formules sont nombreuses qui mettent toutes en œuvre le principe de l'accès pour tous à la culture et à la formation tout au long de la vie.

Vu le contexte de crises, de révolutions politiques (bolchevique) et de volonté de paix sociale (Union nationale et patriotisme), la période de l'immédiat après-guerre est particulièrement favorable à une reconnaissance du fait syndical, tant dans le chef des détenteurs

**Affiche annonçant le succès de la grève de 1936.**

du pouvoir économique - le patronat - que dans les mandataires politiques... La volonté des travailleurs d'être partie prenante dans les décisions économiques qui les concernent et de peser dans les orientations économiques est un objectif qui sera partiellement finalisé après la Seconde Guerre mondiale. Elle se déploiera concrètement, tout au long de la période dite «des Trente Glorieuses» (1945-1975).

entier nous pointe du doigt en nous disant que nous sommes «fétichistes»? Ce ne sont que neuf petites fenêtres qui s'ouvrent sur ce passé. Elles laissent dans l'ombre de nombreux autres éclairages possibles, mais elles permettront, nous l'espérons, aux acteurs contemporains, aux militants de se situer dans une trajectoire.

| Carhop |

Le choc pétrolier de 1973 ouvre la voie à une période, que les économistes comme Isabelle Cassiers appellent les «Trente Bouleversantes». Les rapports de force entre le capital et le travail changent, l'économie se mondialise. Au niveau politique, la construction européenne change la donne. Le contexte évolue. Là où les crises (pétrole, crise industrielle, perte d'emplois, croissance du chômage...) remettent en question le modèle keynésien qui semble s'épuiser.

Les années 1980 s'ouvrent sur un fond de récession économique dans nos régions et sur un durcissement des politiques publiques qui sont contraintes de mettre en équilibre leurs dépenses et leurs recettes et de juguler leurs dettes. À cela s'ajoute la dette environnementale, qui, non évaluée, s'impose de plus en plus concrètement à l'ensemble des agents. En 1972, l'Organisation des Nations unies (ONU) organise le premier Sommet pour l'environnement à Stockholm. Ce dernier adopte les premières mesures de lutte contre les gaz à effet de serre. Le modèle classique d'économie en croissance trouve une limite: la capacité de la terre à absorber le développement de l'humanité et des économies mondiales. Ce contexte et les politiques qui en découlent du mondial au local s'implémentent aussi chez nous et forcent les organisations sociales à prendre position et à s'adapter.

Les neuf articles qui paraîtront jusqu'en décembre 2014 se déclinent comme neuf épisodes d'une même histoire. Quel est l'impact des organisations ouvrières sur la construction de notre société contemporaine? Quel sens y a-t-il encore aujourd'hui de se battre pour le maintien de l'index quand le monde



**Édition du journal «Au travail» en 1955.**



**Manifestation lors de la grève de la FN, Liège, 1966.**

(1) Hobsbawn Éric, *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle, 1914-1991*, Paris-Bruxelles, Éditions Complexe-Le Monde diplomatique, 1999.